

Les annonces des pays et des banques pour sortir des énergies fossiles se multiplient à la COP 26

À la COP 26, à Glasgow, une quarantaine d'États ont promis une sortie progressive de l'électricité au charbon dès 2030. Une vingtaine de pays se sont aussi engagés, d'ici à la fin de 2022, à ne plus financer les projets pétro-gaziers à l'étranger.

[Actu-Environnement.com](https://www.actu-environnement.com/ae/news/annonces-pays-banques-energies-fossiles-cop26-38478.php4#xtor=ES-6) Gouvernance | 04 novembre 2021 | [Rachida Boughriet](#)
<https://www.actu-environnement.com/ae/news/annonces-pays-banques-energies-fossiles-cop26-38478.php4#xtor=ES-6>

Le 3 novembre, à la Conférence mondiale sur le climat (COP 26) à Glasgow, une coalition de 190 pays et organisations (dont les régions, entreprises, banques et institutions financières) s'est engagée à sortir « progressivement » de l'énergie au charbon à partir de 2030. « *La fin du charbon est en vue* », a salué la présidence britannique de la COP 26 dans un communiqué.

Le secrétaire d'État britannique à l'Énergie, Kwasi Kwarteng, a précisé que plus de [quarante pays](#) auraient pris actuellement cet engagement à mettre fin à tout nouvel investissement, « *aux niveaux national et international* », dans de nouvelles centrales à charbon, et à accélérer le déploiement des énergies « *propres* ». Ils sont 23 pays à s'engager « *pour la première fois* » dans cette voie, dont l'Indonésie, la Corée du Sud, la Pologne, le Vietnam et le Chili, « *marquant un moment important à la COP 26 dans la transition mondiale vers une énergie propre* », s'est félicité le gouvernement britannique. La France, le Maroc, l'Égypte, l'Espagne, le Népal, Singapour et l'Ukraine figurent aussi sur la liste.

Ainsi, les pays, signataires de la déclaration, prévoient de supprimer progressivement le charbon de leur mix énergétique à partir de 2030, pour les économies développées, et à partir de 2040, pour les pays en développement, indique le communiqué.

Mais certains des principaux pollueurs, dont l'Australie, la Chine et les États-Unis, n'auraient pas encore souscrit à cet engagement. Ces États, qui font partie du [G20](#) avec la France, se sont toutefois déjà engagés à arrêter de financer des centrales à charbon à l'étranger à la fin de cette année. Idem pour les [institutions financières](#) internationales (dont HSBC et Ethos) qui sont signataires de la [Powering Past Coal Alliance \(PPCA\)](#). Elles s'engagent, d'ici à cette fin 2021, à mettre un terme à tout financement public international de nouvelles centrales au charbon.

Fin des financements publics à l'étranger pour les projets pétroliers et gaziers

Ce jeudi 4 novembre, au moins 25 pays et institutions financières publiques s'engagent également à cesser, d'ici à la fin de 2022, le financement public, à l'étranger, de projets de charbon mais aussi de pétrole et de gaz. Parmi les pays signataires figurent le Royaume-Uni, l'Italie, le Canada, les États-Unis, le Danemark, le Portugal ou la Suisse. S'ajoutent les pays en développement comme l'Éthiopie, les Fidji ou les Îles Marshall.

La Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Agence française de développement (AFD) ont aussi rejoint cette initiative. En revanche, la France « *brille par son absence* », déplore notamment l'ONG Les Amis de la Terre, dans un communiqué. « *La France, qui a octroyé 9,3 milliards d'euros de garanties à l'export pour des projets pétro-gaziers entre 2009 et 2019, prévoit de [soutenir la production de pétrole jusqu'en 2025](#) et de gaz jusqu'en 2035, une politique largement insuffisante face à l'urgence climatique* », pointe l'association. Elle appelle le ministre de l'Économie Bruno Le Maire « *à mettre fin, dès 2022, à toute subvention au pétrole et au gaz, sans exception* ».

Cette initiative pourrait permettre de transférer environ 17,8 milliards de dollars par an d'aides publiques aux combustibles fossiles vers les énergies propres. « *Nous encouragerons d'autres gouvernements, leurs agences officielles de crédit à l'exportation et les institutions financières publiques à mettre en œuvre des engagements similaires dans le cadre de la COP 27 et au-delà* », déclarent les signataires dans leur [déclaration commune](#).

À ce jour, on compte plus de 8 500 centrales à charbon encore en activité dans le monde, soit une capacité totale de plus de 2 000 gigawatts (GW). Néanmoins, depuis l'adoption de l'Accord de Paris en 2015, il y aurait eu une baisse de 76 % du nombre de nouvelles centrales à charbon prévues dans le monde, selon la présidence britannique de la COP 26. Cela équivaut à l'annulation de plus de 1 000 GW de nouvelles centrales au charbon.

© Tous droits réservés Actu-Environnement Reproduction interdite sauf [accord de l'Éditeur](#) ou [établissement d'un lien préformaté](#) [38478] / [utilisation du flux d'actualité](#).